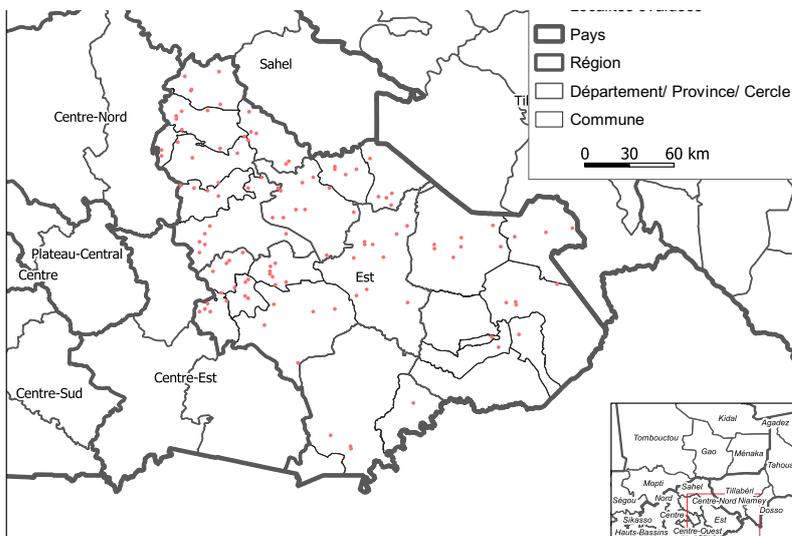


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région de l'Est



Communes couvertes par province

Province de la Gnagna | Communes de Bilanga, Bogandé, Koala, Liptougou, Mani, Piela, Thion

Province du Gourma | Communes de Diabo, Diapangou, Fada n'gourma, Matiakoali, Tibga, Yamba

Province du Kompienga | Communes de Kompienga, Madjoari, Pama

Province de la Tapoa | Communes de Botou, Diapaga, Kantchari, Logbou, Namouno, Partiaga, Tambaga, Tansarga

Province de la Komondjari | Communes de Bartiebougou, Foutouri, Gayeri

Couverture de l'évaluation

186 IC interviewés

- 183 ont visité les localités au cours des 30 jours avant l'évaluation
- 3 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 jours avant l'évaluation

167 Localités évaluées**27/27** Communes évaluées avec 5% de couverture ou plus**5/5** Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 850 293 personnes à l'intérieur du Burkina Faso (PDI) à la date du 31 mars 2022¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région de l'Est, au mois de mars 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org/).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités (villages, hameau de culture, chef lieu de commune...), à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois avant la collecte de données) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées. L'atteinte du seuil de 5% au niveau Admin 2 permettra la présentation des résultats pour cette zone.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 09 et 29 mars 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

Provinces de la région de l'Est

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Gnagna	Gourma	Kompienga	Tapoa	Komondjari
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	73%	57%	83%	21%	50%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	3%	42%	30%	38%	18%
L'arrivée de retournés au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	0%	0%	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	45%	46%	83%	28%	36%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	35%	26%	83%	31%	36%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	0%	17%	75%	5%	5%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	0%	9%	42%	5%	5%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	48%	50%	67%	36%	41%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ⁴	85%	84%	60%	88%	55%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	85%	65%	100%	92%	95%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	58%	64%	100%	84%	71%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), mars 2022.

2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en question lors des 30 derniers jours.

3. La définition de « accès à distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

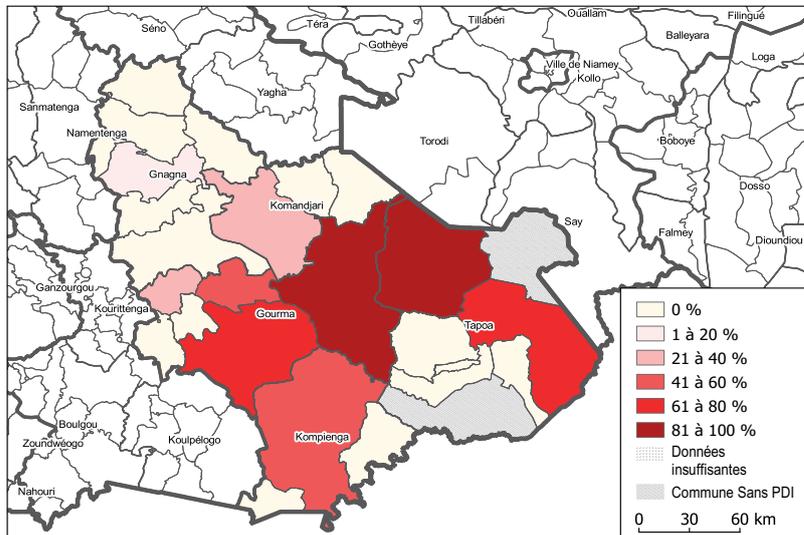
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

🚶 Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC signalaient une arrivée de personnes déplacées internes cours des 30 jours avant l'évaluation:



En ce mois de mars, la situation sécuritaire demeurait préoccupante et caractérisée par la multiplication des attaques et des déplacements de populations. La région de l'Est accueillait en fin mars 8,8% des PDI du pays, faisant d'elle la quatrième région abritant le plus de PDI. Ainsi, à cette date, le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) dénombrait au sein de la région, 162 699 PDI dont 35 793 femmes et 98 562 enfants¹. En mars, c'est dans les provinces de la Kompienga et de la Gnagna que la présence de PDI était rapportée dans le plus grand nombre de localités évaluées (83% et 73% respectivement). Cette situation pourrait témoigner l'accroissement de la violence (qui était le principale facteur déclenchant les déplacements dans 90% des localités évaluées, selon les IC) dans ces deux provinces. Selon les IC, les PDI représentaient moins de la moitié de la population d'origine dans la majorité des localités évaluées (81%). Cependant, dans 7% des localités évaluées dans la région, les PDI représentaient plus de la moitié de la population, notamment dans les communes de Kompienga et de Madjoari selon les IC. Par ailleurs, les IC rapportaient que les PDI étaient majoritairement originaires de leurs provinces d'accueil, sauf la Gnagna qui accueillait des PDI venant d'origines diverses comme la Gourma, la Kompienga, le Yagha et le Soum.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région de l'Est)²:



Principales provinces ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés :

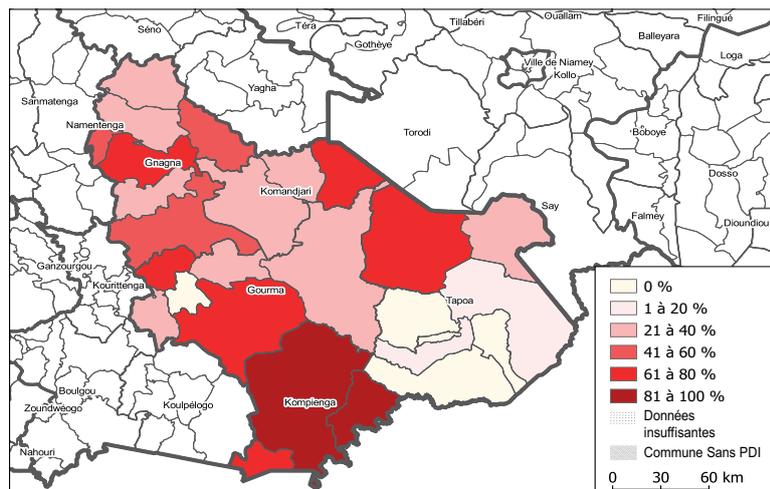
PDI		Retournés ⁵	
1	Kompienga 83%	1	Kompienga 17%
2	Gnagna 73%	2	Gourma 7%
3	Gourma 57%		

Tout comme au mois de janvier, la présence du groupe des personnes retournées a été faiblement rapporté par les IC dans les localités évaluées (4%). Leur présence a été plus rapportée dans les localités du Kompienga (17%) et du Gourma (7%), notamment dans les communes de Pama et Fada N'gourma.

🍷 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La situation alimentaire en ce mois de mars demeurait problématique dans région de l'Est, qui était touchée par l'insécurité et les déficits de productions. Selon FEWS NET, la forte hausse des prix des denrées (60 à 70% comparées à la moyenne quinquennale) sur les marchés dont ceux de l'Est affectait la qualité de la consommation alimentaire⁶. Ainsi, les IC rapportaient que l'accès à la nourriture n'était pas suffisant dans 43% des localités évaluées dans la région. Les principales raisons citées de cet insuffisance de nourriture étaient l'accroissement des prix (89% des localités évaluées), l'épuisement des stocks (72%), l'insécurité dans l'accès aux terres et aux cours d'eau (58%) et la disponibilité très limitée des produits (43%)⁷. Par ailleurs, dans 35% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majeure partie de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels. La raison évoquée dans la majorité des localités évaluées (81%) était l'insécurité. Les activités de subsistance les plus perturbées étaient l'élevage de bétail (84% des localités évaluées), le commerce (69%) et l'agriculture pour vente (57%)⁷.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche, et principale raison^{8,9}:

Région de l'Est	10%	■	Marchés non sécurisés
Kompienga	50%	■	Marchés non sécurisés
Gourma	15%	■	Marchés non sécurisés
Komondjari	5%	■	Marchés non sécurisés
Tapoa	3%	■	Marchés non sécurisés

% de localités évaluées dans la région de l'Est où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. Aucun IC n'a signalé la présence de retournés dans les localités enquêtées de la Gnagna, de la Tapoa, et de la Komondjari.

6. FEWS NET, Burkina Faso [Perspectives sur la sécurité alimentaire février - septembre 2022](#).

7. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

8. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

9. Dans les provinces de la Gnagna, des marchés fonctionnels étaient accessibles depuis l'ensemble des localités évaluées selon les IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

 Santé et Nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche⁹, et principale raison de contrainte d'accès^{7 10}:

Région de l'Est	13%	Pas de travailleurs de santé
Kompienga	75%	Pas de travailleurs de santé
Gourma	17%	Pas de travailleurs de santé
Tapoa	5%	Pas d'infrastructure de proximité
Komondjari	5%	Pas de médicaments disponible

L'accès aux services de santé fonctionnels dans la région de l'Est était perturbé par la situation sécuritaire. En effet, dans 13% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, notamment, dans la province de la Kompienga⁹. Cette dernière province enregistrerait le plus de localités où les IC ont rapporté l'absence de services de santé. Les principales barrières à l'accès à ces services citées étaient: le manque de travailleurs de santé (44% des localités évaluées), le manque d'infrastructure à proximité (22%) et la fermeture des d'infrastructures sanitaires à cause de l'insécurité (11%). Par ailleurs, l'absence de programmes nutritionnels au cours du derniers mois avant la collecte de données a été rapporté dans plus de 8% des localités évaluées, notamment dans la Kompienga et le Gourma.

 Abris et biens non-alimentaires (BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement (top 3 des provinces)¹¹:

Région de l'Est	78%
Tapoa	88%
Gnagna	85%
Gourma	84%

La région de l'Est était confrontée à un problème d'accès aux logements adéquats par les PDI, tout comme au mois de janvier. En effet, les IC rapportaient que dans plus de 78% des localités évaluées accueillant des PDI, ceux-ci ne vivaient pas dans des conditions adéquates, notamment dans les provinces de la Tapoa, la Gnagna et le Gourma, selon les IC. Les trois principales raisons des conditions de vie non adéquates étaient le manque d'espace fermé pour garantir l'intimité et la protection (70% des localités évaluées), le manque de sécurité dans le quartier d'habitation (20%) et les risques d'évictions pour manque de ressources économiques ou de protection foncière (10%). Cette dernière raison a été plus rapportée par les IC dans la province de la Gnagna, notamment dans les communes de Bogandé (60% des localités évaluées), Koala (50%) et Liptougou (50%). Selon les IC, les abris dont disposaient les PDI étaient de quatre types, à savoir les abris permanents (59% des localités évaluées), les cases traditionnelles (25%), les habitats en paille (11%) et les abris de fortune (1%). Des destructions d'abris ont été rapporté, dans 7% des localités évaluées dans la région, notamment dans le Gourma et la Gnagna.

Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{11 12}:

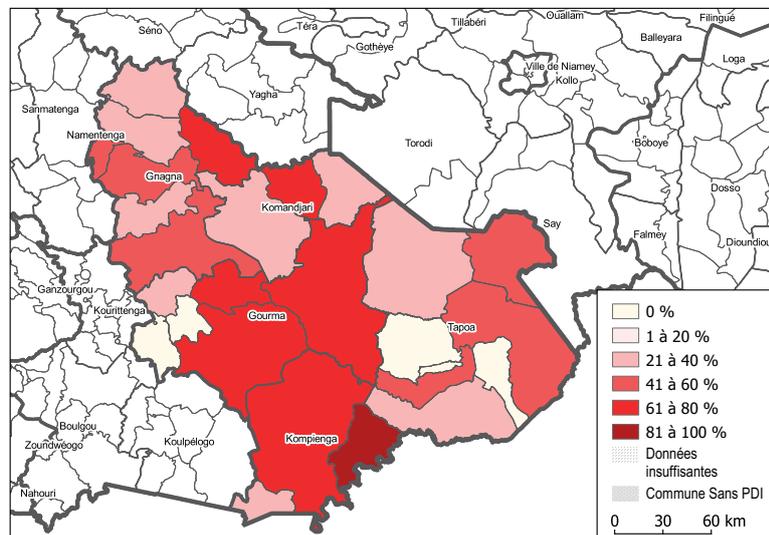
- 1 Manque d'espace fermé qui garantisse l'intimité et protection **34%**
- 2 Manque d'exercice d'activité de subsistance **21%**
- 3 Quartier ou aire non sécurisé **21%**

En matière de biens non alimentaires (BNA), des besoins ont été signalés dans près de 58% des localités évaluées. Parmi ces besoins, les IC ont rapporté les articles de cuisine (38% des localités évaluées), les moustiquaires (35%), et des bidons (30%).

10. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
11. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

 Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population s'est lavé les mains avec de l'eau seulement.

Région de l'Est	80%
Komondjari	86%
Tapoa	85%
Gnagna	80%
Gourma	76%
Kompienga	68%

L'accès à l'eau par les populations n'était pas satisfaisant dans la région de l'Est. En effet, dans plus de 46% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage, notamment dans le Kompienga, le Gourma et la Gnagna. La source d'eau utilisée par la majorité de la population était le forage (86% des localités évaluées) selon les IC. Dans plus de 50% des localités évaluées, le temps requis pour rejoindre la source d'eau, attendre, collecter l'eau, et en revenir était compris entre 30 minutes et une heure. Dans près de 16% des localités évaluées, les IC rapportaient que la population n'accédait pas à certains points d'eau à cause de l'insécurité, notamment dans les communes de Matiakoali, Yamba, Gayeri et Foutouri. Dans le secteur de l'assainissement, les IC rapportaient que dans 63% des localités évaluées, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre notamment dans la Komondjari et la Tapoa.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:

Région de l'Est	63%
Komondjari	82%
Tapoa	74%
Gnagna	60%
Kompienga	58%

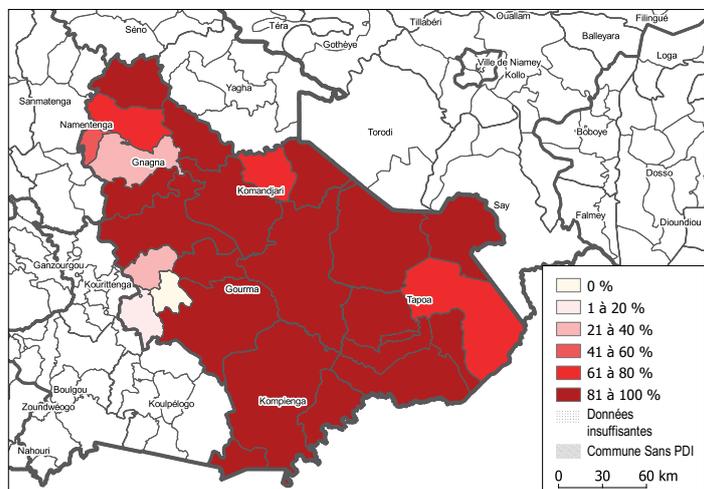
12. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Education

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche cours des 30 jours avant l'évaluation:



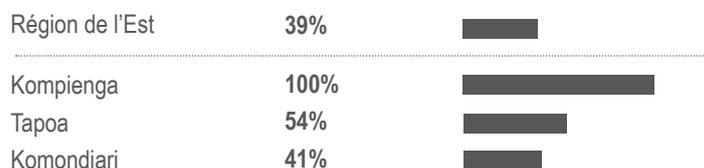
Durant le mois de mars, la région de l'Est a enregistré une augmentation du nombre d'établissements scolaires fermés (+80), faisant d'elle la deuxième région concentrant le plus grand nombre d'établissements fermés, soit un taux de 25,46 %¹³. Ainsi, selon les IC dans près de 83% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche. Les provinces de la Kompienga et de la Komondjari étaient les plus touchées, car selon les IC, dans la quasi-totalité des localités évaluées dans ces provinces, la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services d'éducation. Les trois principales causes de la non disponibilité des services d'éducation sont, entre autre, le manque d'enseignants (43% des localités évaluées), l'insécurité (24%) et la destruction des infrastructures scolaires (16%)¹⁴.

Principales raisons du manque d'accès à l'éducation (% de localités évaluées)¹⁵

- | | | |
|---|---|-----|
| 1 | Manque d'enseignants dans la zone | 43% |
| 2 | Les infrastructures sont fermées sur décision des autorités | 24% |
| 3 | Les infrastructures scolaires sont détruites | 16% |

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas (top 3 des provinces) :



Le sabotage des installations des réseaux de téléphonie mobile est l'un des modes opératoires mis en œuvre par les groupes armés pour isoler les zones attaquées de tout secours afin d'en prendre l'entier contrôle¹⁶. Ainsi, dans près de 39% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'absence de réseau de téléphonie, notamment dans la Kompienga, la Tapoa et la Komondjari. Par ailleurs, dans 52% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder aux informations sur l'aide humanitaire disponible. Les deux principaux types d'informations qui auraient été les plus utiles pour les populations étaient des informations sur le contexte sécuritaire (65% des localités évaluées) et les informations concernant l'accès à l'assistance humanitaire (29%), selon les IC.

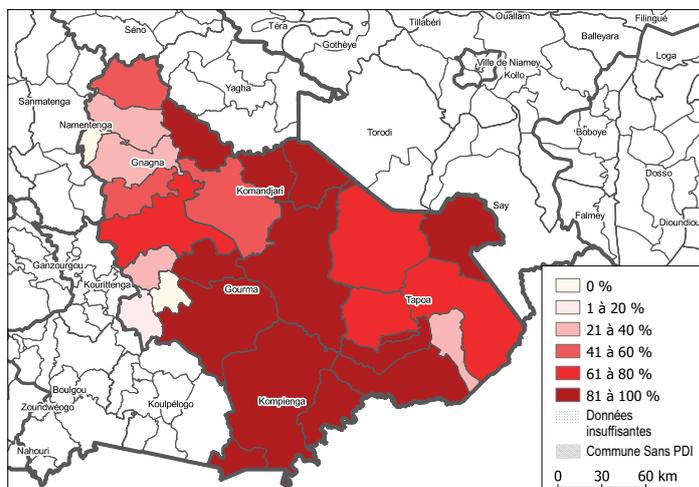
13. MENAPLN (ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales) rapport statistique mensuel de données d'éducation en situation d'urgence du 31 mars 2022.

14. Les IC ne pouvaient choisir qu'une seule option.

15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé la non fonctionnalité des écoles sur la période.

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :

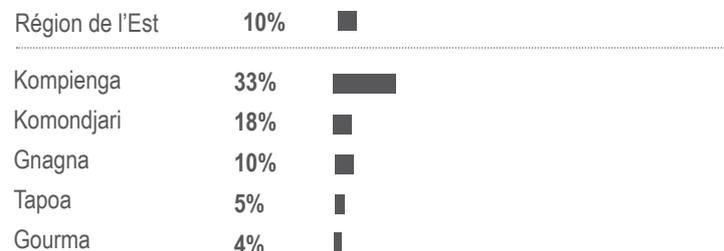
Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{17 18}:

Violence par un groupe armé	96%
Restriction de mouvement	59%
Ne pas pouvoir se soigner en cas de maladie	40%
Enlèvement	40%
Harcèlement	34%

Dans la région de l'Est, les IC ont rapporté que la majeure partie de la population ne se sentait pas en sécurité dans près de 71% des localités évaluées. Ces inquiétudes étaient particulièrement présentes dans les provinces de la Kompienga et de la Tapoa, notamment dans les communes de Madjoari, Pama, Logbou, Namouno et Tambaga. En effet, les principales préoccupations des populations étaient la violence par un groupe armé (96% des localités évaluées), les restrictions de mouvement (59%), le fait de ne pas pouvoir se soigner en cas de maladie, les enlèvements (40%) et les harcèlements (34%)¹⁵. Malgré ces inquiétudes, les IC ont rapporté que les relations entre les populations hôtes et les PDI ont été jugées bonnes dans la majorité des localités évaluées.

Redevabilité aux populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées)¹⁷ :

- | | | |
|---|----------------------|-----|
| 1 | Sécurité alimentaire | 84% |
| 2 | Protection | 50% |
| 3 | Santé | 31% |

16. Libre Info, Burkina Faso: destruction de pylônes, d'aérodrome, des édifices publics, rien échappe encore à la colère des terroristes, février 2022.

17. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection.

18. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.